

SYNTHÈSE DES 50 PROPOSITIONS DE LA FIEEC POUR FAIRE DE LA FRANCE LE CHAMPION DES TRANSITIONS ENVIRONNEMENTALES, INDUSTRIELLES ET NUMÉRIQUES.

La **Fédération des Industries Électriques, Électroniques et de Communication**, FIEEC, rassemble 27 organisations professionnelles des industries de l'électricité, de l'électronique et de la communication. La FIEEC représente près de **2 000 entreprises réparties sur l'ensemble du territoire**, 430 000 salariés et 107 milliards d'euros de chiffre d'affaires en France.

Notre filière est composée à **80 % de PME** et comprend des leaders mondiaux de l'électricité (Legrand, Schneider Electric, Groupe Atlantic, Nexans, Prysmian...), de l'électronique (ST, Soitec), de l'électroménager (Seb, Brandt) ou encore de la domotique (Somfy).

La FIEEC représente des filières innovantes, puisque nos entreprises consacrent près de 8 % de leur chiffre d'affaires à de la Recherche et Développement, soit un effort 4 fois plus important que la moyenne constatée dans l'ensemble de l'industrie.

La crise comme révélateur de l'importance stratégique de nos filières

Par leur nature, même si leurs profils sont très variés, nos industries électro technologiques sont au cœur des transitions environnementales, industrielles et numériques. L'actualité récente a rappelé l'importance **stratégique** de ces industries pour notre pays.

- La crise sanitaire a mis en évidence la nécessité pour la France et l'Europe de disposer d'**infrastructures numériques performantes**, sobres, sécurisées et souveraines.
- La guerre froide technologique entre les États-Unis et la Chine illustre la nécessité pour la France et l'Europe de garantir leur **autonomie technologique et numérique**. Or la crise a mis en lumière la vulnérabilité de nos sociétés et de nos industries, par exemple automobiles, face à la pénurie de certains composants microélectroniques compte tenu de la faiblesse européenne dans certaines chaînes de valeur pourtant hautement stratégiques.
- Le réchauffement climatique impose une **transition énergétique** à marche forcée

Nos filières au cœur des transitions en France

La révolution industrielle, comme la révolution internet, ont été rendues possibles par un déploiement important d'infrastructures. De même, les révolutions sociétale, environnementale et numérique que nous devons conduire aujourd'hui et demain ne pourront avoir lieu sans des investissements massifs dans nos infrastructures énergétiques et numériques.

Ces transformations concernent en premier lieu les bâtiments, pour permettre demain aux personnes âgées de vieillir à leur domicile, d'en réduire la consommation énergétique ou encore d'augmenter les capacités de télétravail, diminuant du même coup les mobilités et la pollution. Elles concernent également tout notre appareil industriel qui doit intégrer son impact environnemental, opérer sa révolution numérique, se protéger des cyberattaques.

L'électricité, l'électronique, les communications sont au cœur de la relance. L'enjeu est clé. Il s'agit ni plus ni moins d'éviter un décrochage technologique la France, de garantir sa souveraineté numérique, de décarboner son économie et de favoriser les conditions de sa réindustrialisation.

Notre contribution à la France de demain

Dans ce contexte, nos entreprises électro technologiques entendent apporter leur contribution au débat présidentiel pour 2022, en portant des propositions concrètes pour construire une France industrielle forte, innovante et durable.

Tous les leviers disponibles devront être mobilisés pour réussir ces transformations, qu'il s'agisse de soutiens à l'innovation, d'évolutions législatives, de fiscalité incitative. Enfin, ces transitions ne pourront se faire sans l'Europe et le prochain Président de la République devra renforcer la vitalité de l'industrie française en s'appuyant sur une coopération européenne renforcée.

Nos industries ont démontré leur capacité à proposer des solutions concrètes aux grands défis sociétaux et environnementaux. Plus que jamais, il nous appartient de réaffirmer la place de l'industrie française dans le monde : stratégiquement indépendante et fortement exportatrice, pourvoyeuse d'emplois, innovante, clef de voûte de la transition numérique et énergétique de notre pays.

Les entreprises électro technologiques appellent les candidat(e)s à la Présidence de la République à investir dans les infrastructures permettant d'accélérer les transitions énergétiques et numériques.

Axe 1 En partant à la reconquête de notre souveraineté économique

Nos propositions :

- Intégrer l'enjeu d'accès aux matières premières à la **diplomatie économique**, en mettant en place des accords de long terme.
- S'assurer que les réglementations environnementales soient efficacement appliquées, à travers **une surveillance de marché adéquate**, pour lutter efficacement contre la prolifération des produits non conformes.
- Mettre en œuvre une coopération effective entre les pouvoirs publics et les entreprises pour la surveillance du marché – en s'appuyant sur l'article 9 du règlement européen 1020/2019.
- Adopter une démarche visant à **limiter les sur-transpositions** en droit national.

Axe 3 En soutenant l'innovation des filières stratégiques

Nos propositions :

- Développer un plan de formation pour les filières **électro-technologiques** (promotion des métiers, réforme des diplômes professionnels, insertion professionnelle, mixité...).
- **Faciliter l'accès des PME à la cybersécurité** en créant un crédit d'impôt cybersécurité et **un marché équilibré de l'assurance dans ce domaine**.
- Péreniser les dispositifs de soutien au financement de la R&D (crédit d'impôt recherche) et à l'export.
- Promouvoir à l'échelle européenne un European Fab Act, comme cela a pu être fait en France, pour inviter les acteurs économiques à favoriser la supply chain française et européenne.
- **Soutenir le programme conjoint sur l'électronique de puissance avec la filière automobile** qui est un enjeu majeur pour le déploiement du véhicule électrique et connecté.

Axe 2 En investissant dans les infrastructures énergétiques et numériques

Nos propositions :

- Instaurer un grand **plan d'investissement dans les infrastructures**, pour mettre en œuvre les transitions énergétique et numérique.
- Mettre en place les conditions pour attirer des fonds de financement long terme en vue de développer les réseaux.
- Faciliter l'accès aux financements durables (taxonomie) pour les électrotechnologies en valorisant davantage leur contribution à la lutte contre le changement climatique et à l'efficacité des ressources.
- **Intégrer les critères sociaux et environnementaux dans les marchés publics** et leurs projets d'achats, pour renforcer l'exemplarité de l'État et des pouvoirs publics en matière d'achat public durable pour faciliter l'accès des entreprises locales aux marchés publics.

Axe 4 En adaptant les bâtiments aux révolutions sociétale, énergétique et numérique

Nos propositions :

- **Intégrer l'accompagnement du vieillissement** de la population et du maintien à domicile au cœur de la politique de construction de logement, et dans la rénovation de l'existant. En particulier, augmenter le montant du taux de crédit d'impôt pour des travaux et services d'équipement facilitant l'accessibilité et le maintien à domicile à hauteur de 50 %.
- **Renforcer la performance numérique des bâtiments** en étendant les aides financières pour la rénovation à l'aménagement numérique des logements (Ma prime rénov, CITE, TVA à 5,5 % ...).
- Lever les derniers freins, notamment techniques, réglementaires et fiscaux, **au déploiement de la fibre optique et favoriser au maximum l'homogénéité des infrastructures très haut débit** afin d'en faciliter l'interopérabilité et la maintenance en vue d'atteindre la couverture complète du territoire d'ici 2025.
- Instaurer un cadre réglementaire favorable à l'autoconsommation des énergies renouvelables.

Axe 1

En partant à la reconquête de notre souveraineté économique

Renforcer l'indépendance stratégique de la France

Sécuriser les chaînes d'approvisionnement stratégiques

En parallèle, l'État doit engager un diagnostic précis des fragilités de son industrie et des matières premières critiques dont elle a besoin pour fonctionner, notamment des besoins pour mener la transition énergétique de notre industrie.

L'importance de l'approvisionnement de certaines matières premières clés :

- **L'importance du cuivre pour l'électrification de l'industrie** : la décarbonation de l'économie ne pourra pas se faire sans une augmentation considérable de la consommation de cuivre, qui est indispensable à l'électrification des usages aussi bien dans les transports, la chaleur ou l'industrie. Pour massifier le développement du véhicule électrique, des bornes de recharge ou encore des réseaux électriques « intelligents » et adaptés aux renouvelables, il sera indispensable de sécuriser notre approvisionnement en cuivre sur le long terme.
- **La question de la dépendance du contrôle par la Chine des terres rares**, essentielles à l'industrie de la défense, à l'industrie technologiques et à la transition énergétique, doit également être anticipée et travaillée.

En conséquence, **la FIEEC demande que la sécurisation de ces approvisionnements stratégiques soit intégrée par l'État à sa diplomatie économique.**

Notre proposition :

- Intégrer l'enjeu d'accès aux matières premières à la diplomatie économique, en mettant en place des accords de long terme.

Garantir des règles de jeux équitables pour les entreprises européennes

Les industries françaises font face à deux freins : la sur-transposition législative, qui engendre des normes et des règles strictes, auxquels les opérateurs qui pénètrent le marché français et européen ne sont le plus souvent pas soumis. Aussi, **la FIEEC réclame un « level playing field » pour les entreprises européennes**, avec des règles identiques pour tous les opérateurs économiques et un niveau de contrôle équitable.

À l'instar des études d'impacts désormais obligatoires pour adopter une nouvelle loi, **il paraît nécessaire que celles-ci soient également assorties de moyens et de mesures de contrôle.** Le contrôle de la conformité aux règles serait ainsi une condition sine qua non de l'adoption de la règle.

Nos propositions :

- **S'assurer que les réglementations environnementales soient efficacement appliquées**, à travers une surveillance de marché adéquate, pour lutter efficacement contre la prolifération des produits non conformes.
- Mettre en œuvre une coopération effective entre les pouvoirs publics et les entreprises pour la surveillance du marché – en s'appuyant sur l'article 9 du règlement européen 1020/2019.
- Adopter une démarche visant à **limiter les sur-transpositions** en droit national.

Axe 2

En investissant dans les infrastructures énergétiques et numériques

Accélérer la transition énergétique pour atteindre la neutralité carbone

Afin d'atteindre les ambitieux objectifs de neutralité carbone en 2050, la FIEEC propose de passer du scénario à la feuille de route autour de deux défis majeurs : réduire les consommations énergétiques de plus de 40% et sortir des énergies fossiles. Cela conduira à **la croissance de la part de l'électricité dans la consommation finale d'énergie, de 25% aujourd'hui à 55% à cette échéance.**

Cette augmentation de la part de l'électricité dans le mix énergétique engendre dès aujourd'hui des besoins de financement important. Dès lors, le cadre de financement doit évoluer pour favoriser toutes les technologies bas-carbone et soutenir la recherche et développement.

Enfin, les entreprises de la FIEEC demandent que **le cadre de la taxonomie verte soit élargi**, afin de permettre aux composants d'être considérés comme appartenant à l'économie verte et intégrés à la taxonomie verte européenne. En effet, il est indispensable de pouvoir financer les infrastructures si l'on souhaite financer les transitions et permettre de relocaliser l'industrie électronique sur le territoire français.

Nos propositions :

- Instaurer un **grand plan d'investissement dans les infrastructures**, pour mettre en œuvre les transitions énergétiques et numériques.
- Mettre en place **les conditions pour attirer des fonds de financement long terme** en vue de développer les réseaux.
- **Faciliter l'accès aux financements durables (taxonomie) pour les électrotechnologies** en valorisant davantage leur contribution à la lutte contre le changement climatique et à l'efficacité des ressources.

Mobiliser au mieux les moyens de l'État pour réussir la transition écologique

En raison du poids qu'elle représente dans l'économie, **la commande publique constitue un levier essentiel de la transition vers une économie plus durable.** Les autorités publiques ont donc un rôle crucial à jouer pour prendre en compte ces enjeux environnementaux et les intégrer systématiquement dans leurs projets d'achats.

Notre proposition :

- **Intégrer les critères sociaux et environnementaux dans les marchés publics** et leurs projets d'achats, pour renforcer l'exemplarité de l'État et des pouvoirs publics en matière d'achat public durable pour faciliter l'accès des entreprises locales aux marchés publics.

Axe 3 En soutenant l'innovation des filières stratégiques

Développer les compétences clés

L'un des éléments clés d'attractivité et de la relocalisation de l'électronique française est celui de la compétence. La FIEEC souhaite faire de la formation en France une priorité du prochain quinquennat. En effet, sans la conservation d'un savoir-faire électronique, il sera impossible de relocaliser les industries en France. Il en va de la responsabilité de l'État. Pour cela, la FIEEC propose de créer des écosystèmes intégrés, favorisant les liens entre recherche appliquée, start-up et grands groupes.

Nos propositions :

- **Développer un plan de formation pour la filière électronique** (promotion des métiers, réforme des diplômes professionnels, insertion professionnelle, mixité...).

Construire un cadre de confiance numérique en assurant la cyber sécurité

Le Gouvernement a annoncé en février 2020 un plan d'investissement d'1 milliard d'euros en faveur de la cyber sécurité pour répondre à une vague sans précédent de cyberattaques visant des acteurs publics comme des entreprises. En effet, l'accélération du développement du numérique et du cloud, que la crise sanitaire du covid-19 a encore accentué, a engendré des risques nouveaux pour les particuliers comme pour les entreprises.

La cyber sécurité constitue une gestion du risque et la clé de voute du développement d'une économie numérique pérenne. **La FIEEC souhaite donc encourager les entreprises à se protéger des cyberattaques, en leur offrant les conditions pour le faire.**

Nos propositions :

- **Faciliter l'accès des PME à la cybersécurité** en créant un crédit d'impôt cybersécurité et **un marché équilibré de l'assurance dans ce domaine.**

Soutenir le tissu industriel français

La France dispose d'un tissu industriel très diversifié et intégré, dont la vitalité se nourrit des échanges et des collaborations entre les grands groupes, les PME-ETI et l'écosystème de start-up. La plupart des entreprises sont aujourd'hui confrontées à des difficultés de financement avec la levée des mesures d'accompagnement de l'État. Aussi, la FIEEC demande la poursuite des dispositifs existants et propose de mobiliser l'épargne des Français qui représente aujourd'hui près de 130 milliards d'euros, notamment vers les entreprises technologiques.

Nos propositions :

- **Péreniser les dispositifs de soutien au financement de la R&D** (crédit d'impôt recherche) et à l'export.
- Promouvoir à l'échelle européenne un **European Fab Act**, comme cela a pu être fait en France, pour inviter les acteurs économiques à favoriser la supply chain française et européenne.
- **Soutenir le programme conjoint sur l'électronique de puissance avec la filière automobile** qui est un enjeu majeur pour le déploiement du véhicule électrique et connecté.

Axe 4

Adapter les bâtiments aux révolutions sociale, énergétique et numérique

Investir pour développer des bâtiments connectés et durables

La rénovation des bâtiments ne peut se limiter à la seule dimension énergétique et doit intégrer les 3 révolutions sociétales en cours : le vieillissement de la population, la transition énergétique et la transition numérique.

En effet, il devient nécessaire d'adapter nos bâtiments pour intégrer le vieillissement, améliorer l'accessibilité et permettre une plus grande autonomie des individus chez eux, afin d'y vivre en perte d'autonomie (qu'elle soit liée à la maladie ou à la vieillesse), d'en améliorer la performance énergétique et d'y travailler le plus efficacement possible à travers le développement des solutions numériques. Il est temps d'adapter le logement d'aujourd'hui à l'immense défi de la santé à domicile, de la télémédecine et du vieillissement de la population.

Nos propositions :

- **Intégrer l'accompagnement du vieillissement** de la population et du maintien à domicile au cœur de la politique de construction de logement et dans la rénovation de l'existant. En particulier, augmenter le montant du taux de crédit d'impôt pour des travaux et services d'équipement facilitant l'accessibilité et le maintien à domicile à hauteur de 50 %.
- **Renforcer la performance numérique des bâtiments** en étendant les aides financières pour la rénovation à l'aménagement numérique des logements (Ma prime rénov, CITE, TVA à 5,5 % ...).
- Instaurer un cadre réglementaire favorable à **l'autoconsommation des énergies renouvelables**.

Développer les infrastructures numériques pour préparer l'industrie de demain

Le déploiement des réseaux très haut débit fixe (fibre optique) et mobile (5G) est une condition indispensable de l'essor de l'économie numérique, clé de voute de l'économie de demain qui permettra de répondre aux besoins des personnes et des entreprises. C'est également la condition du maintien de la place de la France dans l'économie mondiale dans les décennies à venir, par les réponses que ces réseaux apportent aux défis du futur : objets connectés, ports intelligents...

L'effort public et privé en faveur de ce déploiement a été important ces dernières années, notamment sur la fibre optique, mais il est encore nécessaire de poursuivre le travail sur le « dernier mètre » pour finir de raccorder tous les bâtiments et d'en assurer la maintenance dans la durée.

Nos propositions :

- Lever les derniers freins, notamment techniques, réglementaires et fiscaux, **au déploiement de la fibre optique et favoriser au maximum l'homogénéité des infrastructures très haut débit** afin d'en faciliter l'interopérabilité et la maintenance en vue d'atteindre la couverture complète du territoire d'ici 2025.